

LA GAZETTE D'ADELIA

LES DIFFICULTÉS DE MOBILITÉ DES JEUNES



DANS CE NUMÉRO

Le constat global

Les difficultés
quotidiennes

Former les jeunes à la
mobilité

L'accès à l'emploi en
milieu rural

La question de la mobilité se pose de manière importante et accrue chez les jeunes. Selon une étude de l'institut Elabe publiée en 2018, une proportion notable des 18-24 ans renonce régulièrement à des services du quotidien faute d'avoir un moyen de transport pour s'y rendre. Qu'en est-il ? Quelles sont leurs difficultés quotidiennes vécues par ces jeunes ? Quels impacts y'a-t-il sur l'accès à l'emploi ? Quelles sont les solutions apportées par les collectivités ? Éléments de réponse.

Un constat global

Selon l'enquête du Laboratoire de mobilité inclusive datant de 2017, près d'un quart des Français (23%) déclarent avoir déjà renoncé à un travail ou à une formation faute de moyen pour se déplacer. Le taux progresse fortement parmi les populations les plus jeunes (près d'un jeune sur 2 - 46%) et socialement les plus fragiles (54% des personnes vivant dans un foyer avec moins de 1000 euros par mois). L'enquête établit également que près d'un Français sur cinq (19%) déclare avoir déjà renoncé à se rendre à un entretien d'embauche ou dans une structure d'aide à la recherche d'emploi (type Pôle emploi) faute de moyens pour se déplacer. Cette perception

explose parmi les populations les plus jeunes (43%) et socialement les plus fragiles (51% des personnes vivant dans un foyer avec moins de 1000 euros par mois).

Enfin, l'enquête montre que 43% des Français déclarent avoir des difficultés dans leurs déplacements quotidiens et que près de 9 Français sur 10 (86%) estiment que les difficultés d'accès à la mobilité constituent un frein à l'emploi. Ces chiffres mettent en lumière l'importance de la mobilité quotidienne des Français pour améliorer la situation de l'emploi. A l'heure où la lutte contre le chômage constitue la première préoccupation des Français, vis-à-vis des services publics, l'amélioration des capacités à se déplacer apparaît comme un levier majeur dans ce combat.

Les difficultés quotidiennes

Les problèmes de mobilité touchent directement les jeunes dans leurs activités quotidiennes, et notamment dans l'accès à un emploi. Faire ses courses, réaliser ses démarches administratives, se rendre à un rendez-vous médical ou accéder à un loisir ou une activité culturelle... Environ un tiers des jeunes de 18 à 24 ans y renonce régulièrement, faute de trouver un moyen de transport pour s'y rendre.

C'est une des conclusions de la dernière enquête réalisée par l'institut de sondage Elabe à l'occasion des 5èmes rencontres de la Mobilité inclusive organisées par le laboratoire de la mobilité inclusive en 2018. "La proportion est quasi-systématiquement supérieure en ce qui concerne l'échantillon 18-24 ans", indique Laurence Bedeau, directrice associée chez Elabe.





Cette contrainte de mobilité a aussi un impact sur le lien social. 37% des 18-24 ans ont déjà renoncé plusieurs fois à passer du temps avec leurs amis (contre 20% en moyenne en France) et 32% à rendre visite à leur famille. Les résultats inquiétants du sondage réalisé par Elabe n'étonnent pas Valérie Dreyffuss (ancienne déléguée générale du Laboratoire de la Mobilité inclusive (LMI) en 2018) : 700 jeunes, dont une proportion non négligeable accompagnée par une mission locale (177), avait répondu à l'enquête. *“73% d'entre eux jugeaient qu'ils pourraient répondre à plus d'offres d'emplois s'ils n'avaient pas de problèmes pour se déplacer. 41% ont refusé un emploi ou une formation, 61% d'entre eux risquaient de perdre leur emploi sans le mode de transport qu'ils utilisaient actuellement. C'est énorme”*, juge-t-elle.

Des difficultés d'ordre économique et matériel

Dans son étude, la grande majorité (71%) des jeunes lient leurs problèmes de mobilité à des problèmes d'ordre économique ou matériel (coût d'une voiture personnelle, du permis de conduire, prix des transports en commun etc). Et parfois, en dépit des dispositifs d'aides existants. *“Les politiques de tarifs préférentiels, dans les transports en commun par exemple, se sont multipliées ces dernières années. Mais c'est parfois très difficile de s'y retrouver. Les taux de non-recours sont très importants”*, indique encore Valérie Dreyffuss.

En effet, les non-recours sont très nombreux alors que l'offre dans les territoires est souvent très étayée. Alors pourquoi ces non-recours ? Les raisons sont multiples : manque de connaissance de l'offre, offre peu lisible, mais les acteurs soulignent également un manque d'autonomie des jeunes face à leurs difficultés.

Former les jeunes à la mobilité

Pour la déléguée générale du LMI, le véritable enjeu réside dans l'apprentissage de la mobilité. *“Est-ce que financer tout ou partie du permis de conduire va résoudre tous les problèmes ? Quand bien même les jeunes ont obtenu le permis, ils n'arriveront pas à s'acheter une voiture, régler le prix de l'assurance ou l'essence”*, explique-t-elle, avant d'ajouter *“Je crois davantage à des enveloppes mobilité”*, selon les situations personnelles des jeunes et leurs projets (leur fournir des conseils et une aide financière adaptés à leur cas par exemple).

Laurence Bedeau de l'institut Elabe juge aussi qu'un effort est nécessaire dans l'accompagnement des publics. *“Au-delà même de l'infrastructure de transport, il y a un enjeu cognitif. Entre 10 et 20% des Français renoncent régulièrement à se déplacer dans des lieux inconnus par peur de se perdre ou parce*

qu'ils ne savent pas programmer un itinéraire".

En effet, dans le cadre des missions d'Adelia Conseil, les jeunes font part d'une véritable difficulté psychologique quand il s'agit de déplacer dans des lieux qu'ils ne connaissent pas. Passer la barrière de la région, du département voire de la ville semble être une vraie problématique. La Mission locale mais également les associations essayent d'aider les jeunes à sortir de leur carcan en leur permettant de voyager ou de travailler en dehors du territoire. L'accompagnement de ces publics, qui soit ne savent pas se déplacer, soit n'en trouvent pas l'utilité, est très important.

Sur cet aspect de mobilité psychologique, les 18-24 ans ne sont pas plus concernés que le reste de la population. Mais cela reste un facteur surprenant pour une population ultra-connectée (95% des 18-24 ans sont détenteurs d'un smartphone selon une étude du Crédoc en 2016) et munie d'applications de guidage en temps réel.



Quid de l'accès à l'emploi des jeunes en milieu rural ?

En effet 1,6 million de jeunes entre 15 et 25 ans vivent à la campagne. Mais quelles places pour ces jeunes dans les territoires ruraux ? Les jeunes vivants en milieu rural entrent plus tôt sur le marché du travail. Une tendance confirmée par le Credoc (Centre de recherche pour l'étude et observation des conditions de vie), selon qui 59% des jeunes ruraux ont un emploi, contre 49% des jeunes urbains. Une différence qui s'explique par des études qui demeurent plus courtes à la campagne. Un jeune rural sur deux, choisit ainsi de s'orienter vers une voie professionnalisante dès la fin de la 3ème, contre seulement 40% des urbains. Les jeunes qui poursuivent au lycée et passent leur baccalauréat sont finalement 47% à préférer se tourner vers des études supérieures plus courtes (2 ans), en choisissant un D.U.T ou un B.T.S. Les jeunes urbains ne sont, dans ce cas, seulement plus que 38%. Finalement, la part des diplômés en Master (BAC+5) et Doctorat (BAC+8) est deux fois plus faible à la campagne.

L'accès à la mobilité est pointé du doigt par l'étude du Conseil économique, social et environnemental. Selon le CESE, si les jeunes de la campagne sont plus nombreux sans-emploi, mais aussi sans formation, c'est bien suite à des difficultés de mobilité. Ainsi, après un CAP, 45% des jeunes qui ont obtenu un permis de conduire ont aussi un emploi. A l'inverse, ceux qui sont sans permis ne sont plus que 19% à travailler. Faute de moyens de transport, c'est même un jeune sur trois vivant en zone rurale qui n'a pas pu assister à un entretien. Des jeunes aussi moins enclins à se déplacer, puisqu'ils demeurent très attachés à leur territoire et « *souhaitent pouvoir y vivre et y travailler* » selon le CESE.